

# La réforme de la taxe professionnelle

volet 6 :

Les règles de lien et de taux  
de fiscalité locale

Les délibérations fiscales

Le nouveau  
« ticket modérateur »



- Chaque alinéa d'un article est précédé d'une « puce », identique à celle figurant ci-contre. Les paragraphes comportant plusieurs phrases ont été scindés, mais les phrases ainsi séparées ne sont pas précédées d'une puce.
  - Les dispositions nouvelles votées en loi de finances pour 2011 figurent en rouge.
  - Les quelques dispositions votées en loi de finances rectificative pour 2010 figurent en bleu.
- DEL** ▪ Les éventuelles délibérations pouvant être prises sont signalées en marge des textes concernés.

<b>VOLET 6</b>	
<b>LES RÈGLES DE LIENS ET DE PLAFONNEMENT DES TAUX, LES DELIBERATIONS FISCALES, LE TICKET MODERATEUR (PLAFONNEMENT DE LA CET A 3 % DE LA VALEUR AJOUTEE)</b>	<b>3</b>
<b>Les modalités de fixation des taux d'imposition en régime de croisière</b> [art. 1636 B sexies]	<b>3</b>
- les dispositions générales	4
- la diminution possible de chacun des taux d'impôts ménages jusqu'au niveau de son taux moyen national	4
- la diminution possible du taux de TH, jusqu'au niveau de son taux moyen national	5
- la réduction de moitié des possibilités d'augmentation des taux de CFE et de TFNB pendant 3 ans	5
- l'impossibilité d'appliquer les dispositions dérogatoires pendant les 3 années suivantes	5
- l'application possible d'une majoration de 5 % si le taux communal de CFE est inférieur au taux moyen national	5
- les modalités d'application de la majoration pour une commune membre d'une communauté urbaine	5
- les conditions particulières d'application de la majoration spéciale du taux de la CFE	6
- l'application possible d'une majoration spéciale de 5 % du taux de CFE unique	6
- le cas particulier de taux ou de bases nuls de CFE l'année précédente	7
- le cas particulier de taux ou de bases nuls de TFNB l'année précédente	7
- les modalités de fixation des taux par un EPCI l'année suivant celle de sa création ou celle où les taux étaient nuls	8
<b>Les modalités de fixation des taux pour les EPCI à FPU ou à FPZ et leurs membres</b> [art. 1636 B decies]	<b>8</b>
- la fixation des taux de TF et de TH par les communes membres d'un EPCI levant les CFE et CVAE uniques	8
- la fixation du taux de TFNB par les communes membres d'un EPCI à FA levant pour la 1ère fois la FPU	8
- les modalités de vote du taux de CFE unique ou de zone	8
- la non obligation de diminuer le taux de CFE unique ou de zone en cas de diminution des impôts ménages	8
- les modalités de prise en compte des taux de TH ou du TMP des impôts ménages de l'année précédente	9
- la prise en compte de la variation des taux des impôts ménages de l'avant-dernière année	9
- la prise en compte du taux moyen national de CFE des communes et des EPCI (majoration spéciale)	9
- la possibilité d'appliquer une majoration pendant les 3 années suivant celle où elle n'a pas été utilisée	9
<b>Les dispositions relatives à la fixation de zones avec des taux différents de TEOM</b> [art. 1636 B undecies]	<b>10</b>
- le vote du (des) taux de TEOM avant le 31 mars	10
- la possibilité de fixer des zones de perception avec des taux différents	10
- la possibilité de définir une zone autour d'une installation de transfert ou d'élimination des déchets	10
- la possibilité de voter des taux différents pendant 10 ans en vue d'harmoniser le mode de financement du service	10
- la fixation par un syndicat mixte de zones de perception à taux différents en cas de régime dérogatoire n°2	11
- l'année de début d'application de taux différents de TEOM	11
- la simultanéité possible de zonages à buts différents	11
- les conditions d'application de la TEOM la 1ère année par une CC se substituant à un syndicat de communes	11
<b>Les conséquences sur la fixation des taux d'une fusion d'EPCI à fiscalité propre</b> [art. 1638-0 bis]	<b>11</b>
- l'application de droit de la fiscalité additionnelle en cas de fusion d'EPCI à fiscalité additionnelle	11
- les modalités de fixation des taux de fiscalité additionnelle la 1ère année	12
- les modalités de fixation du taux de CFE, la 1ère année, en cas d'option pour la FPU	12
- les modalités de fixation des taux d'imposition à compter de la 2ème année	12
- l'application de droit de la fiscalité professionnelle de zone, en cas de fusion d'EPCI à FPZ	12
- les modalités de fixation du taux de CFE de zone, la 1ère année	12
- les modalités de fixation du taux additionnel de CFE, la 1ère année	12
- les modalités de fixation des taux de CFE unique, la 1ère année, en cas d'option pour la FPU	13
- les modalités de fixation des taux d'imposition à compter de la 2ème année	13
- l'application de droit de la fiscalité professionnelle unique en cas de fusion d'EPCI (dont un au moins lève la FPU)	13
- les modalités de fixation du taux de CFE unique, la 1ère année	13
- le rapprochement progressif des taux de CFE	13
- les modalités de fixation du taux de CFE unique, à compter de la 2ème année	13

<b>La fixation du taux de CFE unique en cas de rattachement d'une commune à un EPCI à FPU</b>	<b>[art. 1638 quater]</b>	<b>13</b>
- le rapprochement du taux de CFE unique, en cas de rattachement volontaire d'une commune		13
- la prise en compte du taux de CFE de la communauté urbaine ou de communes dont la commune était membre		14
- le vote possible d'un taux de CFE dans la limite du taux moyen pondéré de l'EPCI et de la commune rattachée		14
- la prise en compte du taux de CFE effectivement appliqué sur le territoire de la commune		14
- l'impossibilité d'appliquer la majoration de CFE pendant les 3 années suivant celle où elle n'a pas été utilisée		14
- l'application des mêmes dispositions dans les communes incorporées dans une ZAE		14
- l'application possible du taux de CFE de l'EPCI dès la 1ère année		15
- le vote des taux de fiscalité additionnelle en cas de rattachement volontaire ou de transformation		15
- la prise en compte, dans l'état 1259, du taux applicable dans la commune rattachée		15
- la réduction du taux de taxe d'habitation d'une commune intégrant, après 2011, un EPCI levant la FPU en 2011		15
<b>Les modalités possibles de vote du taux de CFE unique en cas de retrait d'une commune</b>	<b>[art. 1638 quinquies]</b>	<b>15</b>
<b>Les dates limites de vote et de notification des délibérations relatives à la fiscalité locale</b>	<b>[art. 1639 A bis]</b>	<b>15</b>
- avant le 1er octobre (principe général)		15
- avant le 15 octobre (taxe d'enlèvement des ordures ménagères)		16
- avant le 16 janvier (TEOM, en cas de création d'un EPCI à fiscalité propre)		16
- avant le 16 janvier (TEOM, en cas de transfert de la compétence à un EPCI à fiscalité propre)		16
- avant le 16 janvier (TEOM, en cas de rattachement d'une commune ou d'un EPCI à un groupement)		16
- les conditions de perception de la TEOM par une commune ou un EPCI		16
- avant le 16 janvier (TEOM, en cas de fusion d'EPCI)		16
- le maintien possible pendant 2 ans des délibérations prises en matière de TEOM, pour un EPCI issu d'une fusion		17
<b>Le devenir des délibérations antérieures relatives à la CFE dans un EPCI à FPU ou à FPZ</b>	<b>[art. 1639 A ter]</b>	<b>17</b>
- le devenir des délibérations prises par l'EPCI ou les communes membres		17
- l'application des mêmes dispositions dans les ZAE ou pour les éoliennes		17
- la possibilité de prendre des délibérations différentes		17
- l'option pour un régime de délibérations dans un EPCI à FPU issu d'un EPCI à FPZ et à FPZ éoliennes		17
- le maintien des régimes issus de délibérations antérieures, jusqu'à leur terme, dans un EPCI à FPU ou à FPZ		18
- la prise de délibérations avant le 1er octobre dans un EPCI issu d'une fusion		18
- l'application des délibérations antérieures en cas d'absence de délibérations avant le 1er octobre de la fusion		18
<b>Les délibérations fiscales relatives aux impôts ménages dans un EPCI issu d'une fusion</b>	<b>[art. 1639 A quater]</b>	<b>19</b>
- la prise de délibérations avant le 1er octobre de l'année de fusion		19
- l'application des délibérations antérieures en cas d'absence de délibérations avant le 1er octobre de la fusion		20
<b>Le nouveau ticket modérateur (plafonnement de la CET à 3 % de la valeur ajoutée)</b>	<b>[art.1647-0-B septies]</b>	<b>20</b>
- la mise à la charge des communes et des EPCI d'une fraction du PVA de la CET		20
- le calcul du montant de la participation globale à répartir entre les communes et les EPCI		20
- la répartition de la participation globale entre les EPCI à CET unique et les communes non membres d'un tel EPCI		21
- les modalités de calcul de l'écart de taux de CFE entre celui de l'année n-2 et celui de 2010		21
- les modalités de calcul de l'éventuelle réduction de la participation mise à la charge de la commune ou de l'EPCI		21
- le prélèvement du ticket modérateur sur les douzièmes mensuels de fiscalité directe locale		21
- le versement obligatoire, sauf délibérations contraires, d'une attribution de compensation		21
- la communication par l'EPCI, avant le 15 février, du montant prévisionnel de l'attribution de compensation		22
- la fixation par décret des modalités d'application		22
- la fixation du montant de la participation au PVA 2010 (égale à celle de 2009)	<b>[art. 85 LF 2006]</b>	22

## LES RÈGLES DE LIENS ET DE PLAFONNEMENT DES TAUX DE FISCALITE LOCALE LE NOUVEAU TICKET MODERATEUR

▪ Ce volet fixe notamment les règles de liens et de plafonnement des taux d'imposition, notamment pour 2011

En ce qui concerne les règles de lien, la déliaison partielle (dans la limite d'1,5 fois) du taux de CFE (ex-TP) par rapport aux impôts ménages a été supprimée (depuis 2010). Les autres possibilités de déliaison (très partielle...), liées au caractère atypique de certaines situations, sont maintenues.

Les nouveaux articles 1636 B *sexies* et *decies* du CGI (en fait applicables au vote du taux-relais de CFE dès 2010) sont présentés intégralement, avec des têtes de paragraphe synthétisant leur formulation. Leur application en 2011 est facilitée par le rappel des taux de référence moyens à prendre en compte.

- Sont également insérées (et présentées dans leur intégralité) les dispositions relatives :
  - à la fixation de zones où des taux différents de TEOM peuvent être votés (article 1636 B *undecies*),
  - aux conséquences d'une fusion d'EPCI sur la fixation du taux de CFE (article 1638-0 *bis*),
  - à la fixation du taux de CFE unique en cas de rattachement (article 1638 *quater*) ou de retrait d'une commune (article 1638 *quinquies*),
  - aux dates limites de vote et de notification des délibérations relatives à la fiscalité (article 1639 A *bis*),
  - au devenir des délibérations relatives à la CFE dans un EPCI à FPU ou à FPZ (article 1639 A *ter*),
  - aux délibérations relatives aux impôts ménages dans un EPCI issu d'une fusion (article 1639 A *quater*),
- En ce qui concerne la participation des communes et des EPCI au financement du nouveau plafonnement de la CET à 3 % de la valeur ajoutée, dite « ticket modérateur », qui a été rétablie après le vote de la commission mixte paritaire, elle est également détaillée dans le présent volet (article 1647-0-B *septies*).

Elle s'applique à partir de la 2<sup>ème</sup> année suivant celle au titre de laquelle le dégrèvement est accordé.

En 2010, les collectivités territoriales et les EPCI se sont vus prélever un montant égal au ticket modérateur calculé au titre de 2009.

### LES MODALITES DE FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION (DISPOSITIONS GENERALES) « EN REGIME DE CROISIERE »

[article 1636 B *sexies* du CGI]

▪ Alors que l'Assemblée nationale avait supprimé toute possibilité de déliaison des taux de CFE par rapport aux taux des impôts ménages, le Sénat avait quant à lui proposé :

- de maintenir les dérogations justifiées par le caractère atypique de certaines situations (diminution des taux d'impôts ménages sans lien avec le taux de CFE, majoration spéciale si le taux de CFE est inférieur au taux moyen national, augmentation dérogatoire du taux de CFE unique national, utilisation du droit à augmentation du taux de CFE unique sur 3 ans),
- de maintenir le principe d'une déliaison partielle du taux de CFE, dans la limite de 1,25 fois l'évolution de taux des impôts ménages (au lieu de 1,5 fois actuellement pour le taux de TP).

▪ Un sous-amendement (n° 373), présenté par le Gouvernement, a supprimé cette possibilité de déliaison partielle, tout en maintenant les dérogations pour situations « atypiques ».

☞ *Le sous-amendement du Gouvernement considérait que le maintien de cette déliaison partielle aurait constitué un « important retour en arrière » par rapport aux dispositions votées en 1<sup>ère</sup> partie « et qu'il convient de pérenniser ». Le strict lien des impôts entreprises par rapport aux impôts ménages est en effet une revendication forte des organismes représentant les entreprises. La commission des finances du Sénat s'est « résignée » à cette reliaison, qu'elle considère néanmoins comme une erreur.*

▪ Par ailleurs, le Sénat avait envisagé de scinder en deux la taxe foncière sur les propriétés bâties, avant de créer deux taxes distinctes :

- l'une relative aux ménages,
- l'autre relative aux entreprises.

Un sous-amendement (n° 374) présenté par le Gouvernement, estimant que les dispositions prévues par la commission des finances du Sénat sont « insuffisantes pour mettre en œuvre la proposition » (création juridique de deux nouvelles taxes, dispositions transitoires pour le vote des taux), a supprimé la scission envisagée.

☞ *Le rapporteur de la commission des finances, bien qu'estimant bonne cette scission, soucieuse de transparence, a estimé qu'elle n'était « pas urgentissime » et a donc retiré son amendement.*

#### LES DISPOSITIONS GENERALES

▪ [1.1.] Sous réserve des dispositions des articles 1636 B septies et 1636 B decies, les conseils municipaux et les instances délibérantes des EPCI à fiscalité propre votent chaque année les taux des quatre taxes locales : TH, TFB, TFNB et CFE. Ils peuvent :

- [a.] soit faire varier dans une même proportion les taux des 4 taxes appliqués l'année précédente,
- [b.] soit faire varier librement entre eux les taux des 4 taxes. Dans ce cas, le taux de CFE:
  - ne peut pas, par rapport à l'année précédente, être augmenté dans une proportion supérieure à l'augmentation du taux de la TH ou, si elle est moins élevée, à celle du taux moyen pondéré (TMP) des 3 taxes ménages,
  - ou doit être diminué dans une proportion au moins égale, soit à la diminution du taux de la TH ou à celle du TMP, soit à la plus importante de ces diminutions (lorsque ces deux taux sont en baisse).
- Jusqu'à la date de la prochaine révision, le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ne peut pas augmenter plus (ou diminuer moins) que le taux de la taxe d'habitation (disposition existant depuis 1990 « dans l'attente d'une révision générale »).

LA DIMINUTION POSSIBLE DE CHACUN DES TAUX D'IMPOTS MENAGES, JUSQU'AU NIVEAU DE SON TAUX MOYEN NATIONAL, SANS DIMINUTION OBLIGATOIRE DU TAUX DE CFE OU DE TFNB

- [1.2.] Toutefois, le taux de la TH, le taux de la TFB ou le taux de la TFNB peut être diminué (sans que ces diminutions soient prises en compte pour l'application, à la baisse, des dispositions du [1.b.] ci-dessus) :
  - jusqu'au niveau du taux moyen national de la taxe constaté l'année précédente pour, selon le cas, les communes et leurs EPCI,
  - ou, s'il est plus élevé, jusqu'au niveau du taux de la CFE de la commune ou de l'EPCI concerné.

▪ Pour l'application en 2011 de cette disposition par une commune ou un EPCI à fiscalité propre, les taux moyens nationaux à retenir sont :

- taxe d'habitation : 23,54 % (14,97 % pour 2010),
- taxe sur le foncier bâti : 19,67 % (19,32 % pour 2010),
- taxe sur le foncier non bâti : 48,18 % (45,50 % pour 2010).

▪ A titre d'information (car ces EPCI ne sont pas soumis aux règles de plafonnement), les taux moyens de référence pour 2011 pour les EPCI à fiscalité additionnelle sont les suivants :

- taxe d'habitation (communautés urbaines) : 14,31 % (8,73 % pour 2010),
- taxe d'habitation (communautés de communes) : 4,59 % (2,51 % pour 2010),
- taxe sur le foncier bâti (CU) : 11,77 % (11,52 % pour 2010),
- taxe sur le foncier bâti (CC) : 4,04 % (3,78 % pour 2010),
- taxe sur le foncier non bâti (CU) : 22,87 % (21,04 % pour 2010),
- taxe sur le foncier non bâti (CC) : 11,37 % (10,65 % pour 2010),
- cotisation foncière des entreprises (CU) : 10,50 % (7,12 % pour 2010),
- cotisation foncière des entreprises (CC) : 4,78 % (2,79 % pour 2010).

**LA DIMINUTION POSSIBLE DU TAUX DE TH, JUSQU'AU NIVEAU DE SON TAUX MOYEN NATIONAL,  
SI LE TAUX DE CFE EST INFÉRIEUR AU TAUX MOYEN NATIONAL CORRESPONDANT**

- Lorsque les **dispositions** du **1<sup>er</sup> alinéa** (*ci-dessus*) ne sont **pas applicables**, le **taux de TH** peut cependant être **diminué** (sans que cette diminution soit prise en compte pour l'application, à la baisse, des dispositions du **[1.b.]** :
  - jusqu'au niveau du **taux moyen national** constaté pour la **TH** dans l'ensemble des **collectivités de même nature**,
  - si le **taux de CFE** de l'**année précédente** est **inférieur** au **taux moyen national** constaté la même année pour cette taxe dans l'ensemble des **collectivités de même nature**.
- Pour l'**application** des **1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéas** (*ci-dessus*) aux **communes membres** des **EPCI** (dotés ou non d'une fiscalité propre), les **taux communaux** de **TH**, des **TF** et de **CFE** sont **majorés** des **taux** de ces **EPCI** pour l'année précédant celle de l'imposition.

**LA REDUCTION DE MOITIE DES POSSIBILITES D'AUGMENTATION DES TAUX DE CFE ET DE TFNB,  
PENDANT 3 ANS, EN CAS D'UTILISATION DES DISPOSITIONS DEROGATOIRES DU [1.2.]**

- Lorsqu'au titre d'une année, il est fait **application** des **dispositions** du **1<sup>er</sup>** ou du **2<sup>ème</sup> alinéa** (*ci-dessus*), la **variation en hausse** du **taux** de la **TH** ou du **taux moyen** de la **TH** et des **TF** à prendre en compte, pour l'**application** du **[1.1.]**, est **réduite de moitié** pendant les **3 années suivantes**, pour la détermination :
  - du **taux** de la **CFE**,
  - ou du **taux** de la **TFNB**.

**L'IMPOSSIBILITE D'APPLIQUER LES DISPOSITIONS DEROGATOIRES DU [1.2.],  
PENDANT LES 3 ANNEES SUIVANT L'AUGMENTATION REDUITE DE MOITIE DU TAUX DE CFE OU DE TFNB**

- Lorsqu'au titre d'une année, le **taux** de la **CFE** ou le **taux** de la **TFNB** a été **augmenté** dans ces conditions, il ne peut **pas** être fait **application** du **1<sup>er</sup>** ou du **2<sup>ème</sup> alinéa** pendant les **3 années suivantes**.

**L'APPLICATION POSSIBLE D'UNE MAJORATION DE 5 %  
SI LE TAUX COMMUNAL DE CFE EST INFÉRIEUR AU TAUX MOYEN NATIONAL**

- **[1.3.]** Pour les **communes**, lorsque le **taux** de la **CFE** ainsi déterminé est **inférieur** à la **moyenne** constatée pour cette taxe l'**année précédente** dans l'ensemble des **collectivités de même nature**, il peut faire l'objet d'une **majoration**, au plus égale à **5 %** de cette **moyenne**, **sans** pouvoir la **dépasser**.

Cette **majoration** ne s'applique **pas** lorsque le **taux moyen pondéré (TMP)** des **3 autres taxes** (**TH**, **TFB** et **TFNB**) perçues au profit de la **collectivité considérée** est **inférieur** au **TMP** constaté l'**année précédente** pour ces 3 taxes dans l'ensemble des **collectivités de même nature**.

**Pour l'application en 2011 de cette disposition par une commune, les valeurs à retenir sont les suivantes :**

- **taux moyen communal proprement dit de TP à ne pas dépasser : 24,38 % (15,65 % pour 2010),**
- **taux moyen pondéré des TF et de la TH : 17,77 % (16,52 % pour 2010),**
- **taux maximum de la majoration spéciale (24,38 % x 5 %) : 1,22 % (0,78 % pour 2010).**

**LES MODALITES D'APPLICATION DE LA MAJORATION POUR UNE COMMUNE MEMBRE D'UNE COMMUNAUTE URBAINE  
(SI LA TH DE CETTE COMMUNE REPRESENTE PLUS DES 3/4 DE LA TH COMMUNAUTAIRE)**

Lorsque le **produit** de la **TH** perçu l'**année précédente** par une **communauté urbaine** provient, pour **plus des 3/4** de son montant total des **impositions** à cette taxe établies sur le territoire, d'une **seule commune** membre, le **conseil municipal** de celle-ci **peut**, pour l'**application** de la **majoration**, **additionner** :

- les **taux** des **TF**, de la **TH** et de la **CFE** perçues au profit de la **commune**,
- et les **taux respectifs** de ces **mêmes taxes**, votés l'**année précédente** par la **communauté urbaine**.

**LES CONDITIONS PARTICULIERES D'APPLICATION DE LA MAJORATION SPECIALE  
DU TAUX DE LA CFE POUR LES COMMUNES AYANT ADHERE A UN EPCI**

▪ Dans les **communes**, membres d'un **EPCI**, qui, l'**année de l'adhésion** à l'**EPCI** et l'**année suivante**, ont rempli les **conditions** pour bénéficier des **dispositions** du **1<sup>er</sup> alinéa** du **[I.3.]** ci-dessus, le **conseil municipal** peut, à compter de la **2<sup>ème</sup> année** suivant celle de l'adhésion, **majorer** le **taux de CFE** (selon les modalités prévues ci-dessus) lorsque, à compter de cette même année :

- le **taux de la CFE** déterminé en application du **[I.1.]** est **inférieur** à la **moyenne** constatée pour cette taxe l'**année précédente** dans l'**ensemble des communes**,
- et le **TMP** des **3 autres taxes** (TH, TFB et TFNB) perçue au profit de la **collectivité concernée** est, au plus, **inférieur de 20 %** au **TMP** constaté l'**année précédente** pour ces **3 taxes** dans l'**ensemble des communes**.

Ces **règles** sont **applicables** dans les **communes** qui ont **adhéré** à un **EPCI** à compter de **1995**.

**L'APPLICATION POSSIBLE D'UNE MAJORATION SPECIALE DE 5 % DU TAUX DE CFE UNIQUE  
(S'IL EST INFERIEUR A 75 % DE LA MOYENNE DE SA CATEGORIE)**

▪ **[I.5.]** L'**instance délibérante** d'un **EPCI** faisant application de l'**article 1609 nonies C** (*fiscalité professionnelle unique*) et dont le **taux de CFE** est **inférieur à 75 %** de la **moyenne** de sa **catégorie** constaté l'**année précédente** au niveau national **peut fixer** le **taux de CFE** dans cette limite, **sans** que l'**augmentation** du **taux** soit **supérieure à 5 %**.

▪ Les **catégories** mentionnées au **1<sup>er</sup> alinéa** du **[I.5.]** (*ci-dessus*) s'entendent :

- des **communautés d'agglomération**,
- des **communautés de communes** faisant **application** de l'**article 1609 nonies C** (*fiscalité professionnelle unique*),
- et des **communautés urbaines** faisant **application** ce **même article**.

☞ Cette *disposition* s'applique également aux *EPCI* levant la *fiscalité professionnelle de zone* (*activités économiques ou éoliennes*).

<b>Pour l'application en 2011 de cette disposition par un EPCI levant la fiscalité professionnelle unique ou de zone, les valeurs à retenir sont les suivantes :</b>		
	<b>taux TP</b>	<b>75 % x taux TP</b>
<b>communautés urbaines à FPU</b>	<b>30,40 % (21,76 % pour 2010)</b>	<b>22,80 % (16,32 % pour 2010)</b>
<b>syndicats d'agglomération nouvelle</b>	<b>28,32 % (21,49 % pour 2010)</b>	<b>21,24 % (16,12 % pour 2010)</b>
<b>communautés d'agglomération</b>	<b>26,75 % (17,24 % pour 2010)</b>	<b>20,06 % (12,93 % pour 2010)</b>
<b>communautés de communes à FPU</b>	<b>23,87 % (13,26 % pour 2010)</b>	<b>17,90 % (9,95 % pour 2010)</b>
<b>communautés urbaines à FPZ</b>	<b>25,14 % (16,92 % pour 2010)</b>	<b>18,86 % (12,69 % pour 2010)</b>
<b>communautés de communes à FPZ</b>	<b>19,85 % (9,93 % pour 2010)</b>	<b>14,89 % (7,45 % pour 2010)</b>
<b>cté de cnes à fiscalité éoliennes</b>	<b>21,77 %</b>	<b>16,33 %</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>taux moyen de TP à ne pas dépasser : 25,22 % (16,13 % pour 2010)</b></li> <li>- <b>taux moyen pondéré des TF et de la TH : 17,77 % (16,52 % pour 2010)</b></li> <li>- <b>taux maximum de la majoration spéciale (25,22 % x 5 %) : 1,26 % (0,81 % pour 2010)</b></li> </ul>		

☞ La *dé liaison partielle* (dans la limite de 1,5 fois) instituée par la loi de finances 2005 (article 103), a été supprimée. Les possibilités de baisse des taux des impôts ménages sans conséquence sur les taux de la TP ont été maintenues, de même que les autres possibilités de *dé liaison dérogatoire* (pour situations « atypiques »).

Par ailleurs, les *taux de taxes ménages* sont *plafonnés* (article 1636 B septies) à 2,5 fois le *taux moyen national* ou *départemental* correspondant (les plus élevé des deux). Celui de la *CFE* est *plafonné* à 2 fois le *taux moyen national* (comme le *taux de TP* actuel).

▪ **Pour l'application en 2011 des taux plafonds prévus à l'article 1636 B septies, les taux moyens nationaux (et les taux plafonds correspondants) à prendre en compte sont les suivants :**

- **taxe d'habitation : 23,54 % [taux plafond : 58,85 %] (14,97 % et 37,43 % pour 2010),**
- **taxe sur le foncier bâti : 19,67 % [taux plafond : 49,18 %] (19,32 % et 48,30 % pour 2010),**
- **taxe sur le foncier non bâti : 48,18 % [taux plafond : 120,45 %] (45,50 % et 113,75 % pour 2010),**
- **cotisation foncière des entreprises : 25,22 % [taux plafond : 50,44 %] (16,13 % et 32,26 % pour 2010).**



**LE CAS PARTICULIER DE TAUX OU DE BASES NULS DE CFE L'ANNEE PRECEDENTE**

- **[I bis.1.]** Dans les **communes** où le **taux** ou les **bases de CFE** étaient **nuls l'année précédente**, le conseil municipal **peut fixer le taux** de cette taxe.

Toutefois, le **rapport** entre le **taux** ainsi **voté** et le **taux moyen constaté** pour la **CFE** l'année précédente dans l'**ensemble des communes** ne doit **pas excéder** le **rapport** entre :

- le **taux moyen de la TH** et des **TF**, **pondéré** par l'importance relative des **bases de ces trois taxes** dans la commune pour l'année d'imposition,
- et le **taux moyen pondéré** de ces **trois taxes** constaté l'année précédente dans l'**ensemble des communes**.

- **[I bis.2.]** Dans une **communauté à fiscalité additionnelle** où le **taux** de la **CFE** était **nul l'année précédente**, l'organe délibérant de cette communauté **peut fixer le taux** de cette taxe.

Toutefois, le **rapport** entre le **taux** ainsi **voté** et le **taux moyen constaté** pour la **CFE** l'année précédente dans l'**ensemble des communes membres de la communauté** ne doit **pas excéder** le **rapport** entre :

- le **taux moyen** de la **TH** et des **TF**, **pondéré** par l'importance relative des **bases de ces trois taxes** dans la communauté pour l'année d'imposition,
- et le **taux moyen pondéré** de ces **trois taxes** constaté l'année précédente dans l'**ensemble des communes membres de la communauté**.

☞ *Le mécanisme de taux nul a parfois été utilisé dans des cas très exceptionnels de distorsion importante entre les taux ménages et entreprises, pour refixer l'année suivante un taux de TP plus en rapport avec les taux ménages de la collectivité et le taux de TP moyen national. Mais cette disposition dérogatoire comportait un risque important, notamment en cas de changement des « règles du jeu » au cours de l'année où le taux a été voté avec un taux 0 (nouvelles exonérations éventuelles non compensées...).*

**LE CAS PARTICULIER DE TAUX OU DE BASES NULS DE TFNB L'ANNEE PRECEDENTE**

- **[I ter. 1.]** Dans les **communes** où le **taux** ou les **bases de la taxe foncière sur les propriétés non bâties** étaient **nuls l'année précédente**, le **conseil municipal peut fixer le taux** de cette taxe.

Toutefois, le **rapport** entre le **taux** ainsi **voté** et le **taux moyen constaté** pour la **TFNB** l'année précédente dans l'**ensemble des communes** ne doit **pas excéder** le **rapport** entre :

- le **taux de TH** de la commune pour l'**année d'imposition**,
- et le **taux moyen constaté** pour la **TH** l'année précédente dans l'**ensemble des communes**.

☞ *Ainsi, le taux maximum de TFPB, dans une commune où le taux ou les bases de cette taxe était nul l'année précédente, est ainsi calculé :*

$$\boxed{\text{taux TFPB (année } n)} \leq \frac{\boxed{\text{taux communal TH (année } n)}}{\boxed{\text{taux moyen national TH (année } n - 1)}} \times \boxed{\text{taux moyen national TFPB (année } n - 1)}$$

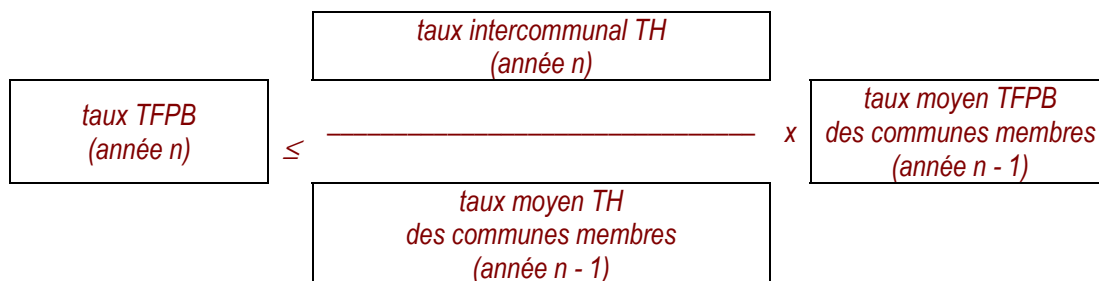
- **[I ter. 2.]** Dans une **communauté à fiscalité additionnelle** où le **taux** de la **taxe foncière sur les propriétés non bâties** était **nul l'année précédente**, l'organe délibérant de la **communauté peut fixer le taux** de cette taxe.

Toutefois, le **rapport** entre le **taux** ainsi **voté** et le **taux moyen constaté** pour la **taxe foncière sur les propriétés non bâties** l'année précédente dans l'**ensemble des communes membres de la communauté** ne doit **pas excéder** le **rapport** entre :

- le **taux de TH** de la **communauté** pour l'**année d'imposition**,
- et le **taux moyen constaté** pour la **TH** l'année précédente dans l'**ensemble des communes membres de la communauté**.

- L'**alinéa précédent** est **applicable** aux **communautés** soumis à l'**article 1609 nonies C** (*fiscalité professionnelle unique et donc fiscalité mixte*).

☞ *Le taux maximum de TFPB, dans une communauté à fiscalité additionnelle (ou à fiscalité professionnelle unique) où le taux de TFPB était nul l'année précédente, est ainsi calculé :*



**LES MODALITES DE FIXATION DES TAUX DES 4 TAXES PAR UN EPCI  
L'ANNEE SUIVANT CELLE DE SA CREATION OU CELLE OU LES TAUX ETAIENT NULS**

- **[II.]** En cas de **création d'un EPCI à fiscalité propre**, les **rappports** entre les **taux des 4 taxes** établies par l'**EPCI** doivent être **égaux**, la **1<sup>ère</sup> année**, aux **rappports constatés l'année précédente** entre les **taux moyens pondérés de chaque taxe** dans l'ensemble des **communes membres**.
- Les **dispositions** du **1<sup>er</sup> alinéa (ci-dessus)** sont **applicables l'année qui suit** celle au titre de laquelle l'**EPCI** a  **voté un taux égal à zéro** pour les **4 taxes**.

**LES MODALITES DE FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION POUR LES EPCI  
LEVANT LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE OU DE ZONE ET POUR LEURS COMMUNES MEMBRES**

**[article 1636 B *decies* du CGI]**

**LA FIXATION DES TAUX DE TF ET DE TH PAR LES COMMUNES MEMBRES D'UN EPCI  
LEVANT LES CFE ET CVAE UNIQUES**

- **[I.]** Les **communes membres** d'un **EPCI** soumis à l'**article 1609 *nonies* C (fiscalité professionnelle unique)** votent les **taux** des **TF** et de la **TH**, conformément aux **dispositions** applicables aux **communes (voir article 1636 B *sexies* ci-dessus)**.

**LA FIXATION DU TAUX DE TFNB PAR LES COMMUNES MEMBRES  
D'UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE LEVANT POUR LA 1ERE FOIS LA FPU**

- Toutefois, pour les **communes membres** d'un **EPCI à fiscalité additionnelle** qui devient soumis aux **dispositions** de l'**article 1609 *nonies* C (fiscalité professionnelle unique)**, et pour la **1<sup>ère</sup> année d'application** de ces **dispositions**, le **dernier alinéa** du **[I.1.]** de l'**article 1636 B *sexies* (limitation de l'évolution du taux de TFNB par rapport à celle du taux de TH)** n'est **pas applicable** lorsque le **taux** de **TFNB** voté l'**année précédente** par la **commune** est **inférieur de plus d'1/3** au **taux moyen** constaté la même année au niveau **national** dans l'**ensemble des collectivités** de même nature.

**Pour l'application de cette disposition en 2011, le taux communal de foncier non bâti de 2010 doit être inférieur à 32,12 % (48,18 % x 2/3).**

**LES MODALITES DE VOTE DU TAUX DE CFE UNIQUE OU DE ZONE**

- **[II.]** Les **EPCI** faisant application de l'**article 1609 *nonies* C (fiscalité professionnelle unique)** ou de l'**article 1609 *quinquies* C (fiscalité professionnelle de zone)** votent le **taux** de **CFE** dans les **limites** définies :
  - au **[I.1.b.]** de l'**article 1636 B *sexies* (variation dans la limite de celle du taux de TH ou du TMP des 3 taxes ménages)**,
  - au **[I.2.]** du même article (**diminution possible de chacun des taux d'impôts ménages, jusqu'au niveau de son taux moyen national, sans diminution obligatoire du taux de CFE**),
  - au **[I.3.]** du même article (**majoration spéciale du taux de CFE, pour la CFE de zone**),
  - au **[I.5.]** du même article (**majoration spéciale du taux CFE unique**),
  - et à l'**article 1636 B *septies* (plafonnement du taux de CFE à 2 fois le taux moyen national)**.

**LA NON OBLIGATION DE DIMINUER LE TAUX DE CFE UNIQUE OU DE ZONE EN CAS DE DIMINUTION DES IMPOTS MENAGES**

- Toutefois, ne s'applique **pas l'obligation** (prévue au **[I.1.b.]** de l'**article 1636 B *sexies*)** de **diminuer le taux** de **CFE** dans une **proportion au moins égale** :
  - soit à la **diminution** du **taux** de **TH** ou à celle du **TMP** de la **TH** et des **TF**,
  - soit à la **plus importante** de ces **diminutions**, lorsque ces **deux taux** sont **en baisse**.

**LES MODALITES DE PRISE EN COMPTE DES TAUX DE TAXE D'HABITATION  
OU DU TAUX MOYEN PONDERE DES IMPOTS MENAGES DE L'ANNEE PRECEDENTE**

- Pour l'application du [I.1.b.], du [I.2.], du [I.3.] et du [I.5.] de l'article 1636 B *sexies* :
- [1°] le **taux** de la TH est **égal** au **taux moyen** de cette taxe **constaté** dans l'**ensemble des communes membres** de l'EPCI. Pour les EPCI faisant application des **dispositions** du [II.] de l'article 1609 *nonies C* (*fiscalité mixte*), le **TMP** tient compte du **produit perçu** par l'EPCI,
- [2°] le **TMP** de la TH et des TF est **égal** à la **somme des taux moyens** constatés pour chacune de ces taxes dans l'**ensemble des communes membres** de l'EPCI (**pondérés** par l'importance relative des bases de ces 3 taxes pour l'année visée au [3°] ci-après).  
Toutefois, pour l'application du [I.3.] de l'article 1636 B *sexies* (*majoration spéciale du taux de CFE*), pour le **calcul** des **TMP** constatés pour chacune de ces taxes, il n'est **pas tenu compte** des **taux inférieurs** aux 3/4 du **TMP** des **communes membres** du groupement constaté pour **chaque taxe** l'année précédente.  
Pour les EPCI qui font application des **dispositions** du [II.] de l'article 1609 *nonies C* (*fiscalité mixte*), le **TMP** tient compte du **produit perçu** par l'EPCI.
- [3°] la **variation des taux** définis aux [1°] et [2°] ci-dessus est celle **constatée** l'année précédant celle au titre de laquelle l'EPCI vote son **taux de CFE** ou celui applicable dans la **zone d'activités économiques (ZAE)**.

**LA PRISE EN COMPTE DE LA VARIATION DES TAUX DES IMPOTS MENAGES DE L'AVANT-DERNIERE ANNEE,  
LORSQUE CEUX-CI N'ONT PAS VARIE LA DERNIERE ANNEE**

- Lorsque les **taux** définis aux [1°] et [2°] ci-dessus n'ont **pas varié** l'année précédant celle au titre de laquelle l'EPCI vote son **taux de CFE** ou celui applicable dans la **ZAE**, la **variation** prise en compte est celle **constatée** au titre de l'**antépénultième** (*avant-dernière*) **année**.

**LA PRISE EN COMPTE DU TAUX MOYEN NATIONAL DE CFE DES COMMUNES ET DES EPCI  
POUR L'APPLICATION DE LA MAJORATION SPECIALE DU TAUX DE CFE**

- [III.] Pour l'application du [I.3.] de l'article 1636 B *sexies* (*majoration spéciale du taux de CFE*), le **taux de CFE à prendre en compte** correspond au **taux moyen national constaté** pour cette taxe l'**année précédente** pour les **communes** et leurs EPCI.

**LA POSSIBILITE D'APPLIQUER UNE MAJORATION, AU TAUX MAXIMUM DE CFE,  
PENDANT LES 3 ANNEES SUIVANT CELLE AU COURS DE LAQUELLE ELLE N'A PAS ETE UTILISEE**

- [IV.] A compter de 2004, pour les EPCI visés au [II.] du **présent article** (*ceux levant la fiscalité professionnelle unique et de zone*), **peut être** (sous réserve des **dispositions** de l'article 1636 B *septies* - *plafonnement du taux de CFE à 2 fois le taux moyen national* -) **ajoutée**, partiellement ou totalement, au **taux de CFE** voté par l'EPCI au titre de l'**une des 3 années suivantes** la **différence constatée** au titre d'une année entre :
  - le **taux maximum** de CFE résultant des **dispositions** du 2<sup>ème</sup> alinéa du [I.1.b.] de l'article 1636 B *sexies* (*variation différenciée des taux des 4 taxes*),
  - et le **taux de CFE voté conformément** à ces **mêmes dispositions**.
- La **majoration** du **taux de CFE** dans les **conditions** visées au 1<sup>er</sup> alinéa (*ci-dessus*) n'est **pas applicable** l'année au titre de laquelle l'EPCI fait **application** des **dispositions** :
  - du [I.3.] (*majoration spéciale du taux de CFE*),
  - du [I.4.a.] de l'article 1636 B *sexies* (*le [I.4.] (évolution dans la limite d'1,5 fois - disposition en fait abrogée...)*),
  - du 2<sup>ème</sup> alinéa du [II.] du **présent article 1636 B decies** (*non obligation de diminuer le taux de CFE unique ou de zone en cas de diminution des impôts ménages*),
  - du **dernier alinéa** du [II.] du **présent article 1636 B decies** (*prise en compte de la variation des taux des impôts ménages de l'avant-dernière année, lorsque ceux-ci n'ont pas varié la dernière année*).
- Les **décisions** relatives aux **taux transmises aux services fiscaux** (dans les **conditions** prévues au [I.] de l'article 1639 A -*avant le 31 mars, en fait dans les 15 jours suivant la date limite de vote* -) doivent **indiquer** :
  - le **montant à reporter** conformément au 1<sup>er</sup> alinéa du présent [IV.],
  - ainsi que les **modalités** selon lesquelles le **taux de l'année** est **majoré** dans les **conditions** prévues **audit alinéa**.

**LES DISPOSITIONS RELATIVES A LA FIXATION DE ZONES OU DES TAUX DIFFERENTS  
DE TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES (TEOM) PEUVENT ETRE VOTES**

**[article 1636 B *undecies* du CGI]**

**Ce nouvel article regroupe les dispositions concernant les modalités de fixation de zones où des taux différents de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) peuvent être votés. Auparavant, celles-ci étaient dispersées dans plusieurs articles du CGI.**

**LE VOTE DU (DES) TAUX DE TEOM AVANT LE 31 MARS**

▪ **[1.]** Les **communes** et leurs **EPCI** ayant institué la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)**, conformément aux **articles 1379-0 bis, 1520 et 1609 quater**, votent le **taux** de cette taxe, dans les conditions fixées à l'**article 1639 A**.

☞ *Les taux de TEOM doivent être votés, comme les budgets primitifs, avant le 31 mars de chaque année (sauf cas dérogatoires). L'article 1639 A précise même (à tort) que les collectivités « font connaître aux services fiscaux, avant le 31 mars, les décisions relatives aux taux... »*

**LA POSSIBILITE DE FIXER DES ZONES DE PERCEPTION AVEC DES TAUX DIFFERENTS**

▪ **[2. 1<sup>er</sup> alinéa]** Ils peuvent **définir**, dans les **conditions** prévues au **[II.1.]** de l'**article 1639 A bis** (*avant le 15 octobre*), des **zones de perception** de la **TEOM**, sur lesquelles ils votent des **taux différents**, en vue de **proportionner** le montant de la **taxe** à l'**importance du service rendu**, apprécié en fonction :

- des **conditions** de **réalisation** du **service**,
- et de son **coût**.

☞ *Les délibérations relatives aux zonages doivent être prises avant le 15 octobre d'une année pour être applicables à compter de l'année suivante.*

*En ce qui concerne le zonage permettant de proportionner le montant de la taxe à l'importance du service rendu (anciens articles 1636 B sexies III.2° et 1609 quater 6<sup>ème</sup> alinéa, la circulaire ministérielle du 15 juillet 2005 indique, page 32, que « pour le législateur, la prise en compte de la notion de coût du service comme critère de son importance peut notamment permettre aux collectivités de définir un taux de TEOM en fonction du coût du service par habitant dans chaque zone et de refléter ainsi indirectement les disparités de valeur locative moyenne par habitant entre les différentes zones définies conformément aux commentaires précédents ».*

*Il aurait été intéressant que cette précision soit insérée dans le nouvel article relatif à la TEOM...*

**LA POSSIBILITE DE DEFINIR UNE ZONE AUTOUR D'UNE INSTALLATION DE TRANSFERT  
OU D'ELIMINATION DES DECHETS, AVEC UN TAUX DIFFERENT**

Les **communes** ou les **EPCI** sur le territoire desquels est située une **installation de transfert ou d'élimination des déchets** (prévue par un **plan départemental** d'élimination des déchets ménagers) peuvent également **définir** une **zone**, d'un **rayon d'1 kilomètre maximum**, sur laquelle ils votent un **taux différent**.

Dans ce cas, la **commune** ou l'**EPCI** ne peut **pas définir** sur ce périmètre des **zones en fonction de l'importance du service rendu**.

**LA POSSIBILITE POUR UN EPCI DE VOTER DES TAUX DIFFERENTS, PENDANT 10 ANS AU MAXIMUM,  
EN VUE D'HARMONISER LE MODE DE FINANCEMENT DU SERVICE**

▪ **[2. 2<sup>ème</sup> alinéa]** Toutefois, à **titre dérogatoire**, l'**EPCI** ayant institué la taxe **peut**, pour une **période** qui ne peut **pas excéder 10 ans**, voter des **taux différents** sur son périmètre, afin de **limiter** les **hausse de cotisations** liées à l'**harmonisation** du **mode de financement**.

☞ *La délibération qui institue le zonage en vue d'une harmonisation progressive des taux de TEOM, prise par le conseil communautaire ou le comité syndical, doit fixer le périmètre des zones. Une zone peut être constituée :*

- *par une ou plusieurs parties d'une commune (en cas de combinaison avec le zonage pour différence de service rendu),*
- *par une seule commune,*
- *par plusieurs communes (ou par plusieurs parties de plusieurs communes).*

*Il n'y a pas de justification à produire pour établir le lissage des taux. La circulaire du 15 juillet 2005 précise que :*

- *la législation n'impose aucune obligation en matière de méthode d'harmonisation,*
- *les groupements disposent d'une entière liberté.*

Cette dérogation peut également être mise en œuvre en cas de **rattachement** d'une ou plusieurs **communes**. L'**EPCI** décide, dans les **conditions** prévues au [II.1.] de l'**article 1639 A bis** (*jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle du rattachement*) :

- de l'**application** de ce **dispositif**,
- et de la **délimitation** des **zones** sur lesquelles des **taux différents** sont votés.

**LA FIXATION PAR UN SYNDICAT MIXTE DE ZONES DE PERCEPTION A TAUX DIFFERENTS,  
LORSQUE LES COMMUNAUTES MEMBRES ONT OPTÉ POUR LE REGIME DEROGATOIRE N°2  
(PERCEPTION DE LA TAXE EN LIEU ET PLACE DU SYNDICAT MIXTE)**

- [3.] Pour l'application du [2.] ci-dessus :
- [a.] pour les **EPCI (à fiscalité propre)** qui perçoivent la taxe dans les conditions prévues au [VI.2.b.] de l'**article 1379-0 bis** (*application du « régime dérogatoire n° 2 »*), le **syndicat mixte** définit, dans les **conditions** prévues au [II.1.] de l'**article 1639 A bis** (*avant le 15 octobre d'une année pour être applicable à compter de l'année suivante*), les **zones de perception** de la taxe en fonction de l'**importance du service rendu**.  
Il décide, dans les **mêmes conditions** :
  - de l'application du [2. 2<sup>ème</sup> alinéa] ci-dessus (*vote de **taux différents** pendant 10 ans au maximum, en vue d'une harmonisation du mode de financement*),
  - et du **périmètre** sur lequel ce **dispositif** est mis en œuvre.

**L'ANNEE DE DEBUT D'APPLICATION DE TAUX DIFFERENTS DE TEOM**

- [b.] la **période** durant laquelle des **taux différents** peuvent être **votés** en application du [2. 2<sup>ème</sup> alinéa] (*ci-dessus*) s'applique :
  - à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2005**, pour tous les **syndicats de communes** et **syndicats mixtes** qui perçoivent la **TEOM** à cette date,
  - à compter de la **1<sup>ère</sup> année** au titre de laquelle l'**EPCI** perçoit la **TEOM**, pour ceux qui se mettent **en conformité** avec la **loi n° 99-586 du 12 juillet 1999** (*renforcement et simplification de la coopération intercommunale*), ainsi que pour les **groupements nouvellement constitués**,
  - à compter de l'**année qui suit** celle du **rattachement**, en cas de rattachement de communes.

**LA SIMULTANEITE POSSIBLE DE ZONAGES A BUTS DIFFERENTS**

- [c.] les **1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéas** du [2.] (*ci-dessus*) peuvent être **appliquées simultanément** (*zonage en fonction du service et du coût, zonage autour d'une installation de transfert ou d'élimination des déchets - la dernière phrase du [2. 1<sup>er</sup> alinéa] indique le contraire... -, zonage en vue de l'harmonisation du mode de financement*).

**LES CONDITIONS D'APPLICATION DE LA TEOM, LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE,  
PAR UNE COMMUNAUTE DE COMMUNES SE SUBSTITUANT A UN SYNDICAT DE COMMUNES**

- [4.] Par **exception** au [2.] (*ci-dessus*), les **communautés de communes** instituant la **TEOM** dans les **conditions** prévues au [VI. 1. 2°] de l'**article 1379-0 bis** (*nouvelle communauté se substituant à un syndicat intercommunal percevant, sur les mêmes communes, la TEOM*), ne peuvent, la **1<sup>ère</sup> année**, **voter** que le **taux** de cette taxe, à l'**exclusion** de toute **modification** de ses **règles d'établissement** (*ex : zonage*).

Toutefois, lorsque la **transformation** est intervenue **postérieurement** au **15 octobre**, les **zones de perception** en fonction de l'**importance du service rendu** instituées par le **syndicat** avant sa **transformation** en communauté de communes restent **applicables** l'année qui suit cette **transformation**.

**LES CONSEQUENCES, SUR LA FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION, D'UNE FUSION D'EPCI A FISCALITE PROPRE**

**[article 1638 – 0 bis du CGI]**

**L'APPLICATION DE DROIT DE LA FISCALITE ADDITIONNELLE EN CAS DE FUSION D'EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE**

- [I.] En cas de **fusion d'EPCI à fiscalité propre additionnelle**, réalisée dans les **conditions** prévues par l'**article L. 5211-41-3** du CGCT, l'**EPCI** issu de la fusion est **soumis de plein droit** au régime de la **fiscalité additionnelle**, **sauf délibération** du **conseil communautaire** optant pour le régime prévu à l'**article 1609 nonies C** (*fiscalité professionnelle unique*), statuant à la **majorité simple** de ses membres, **prise au plus tard le 31 décembre** de l'**année de la fusion**.

Il en est de même en cas de **fusion d'EPCI à fiscalité additionnelle sans fiscalité propre** (*syndicats de communes*).

#### LES MODALITES DE FIXATION DES TAUX DE FISCALITE ADDITIONNELLE LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE

- Les **taux de fiscalité additionnelle** de l'EPCI issu de la fusion sont **fixés** la 1<sup>ère</sup> année suivant celle de la fusion selon les **modalités suivantes** :
  - [1°] soit dans les **conditions** prévues par le [I.] de l'article 1636 B *sexies*.  
Pour l'**application** de cette **disposition**, les **taux de l'année précédente** sont **égaux** au **taux moyen** de **chaque taxe** des **EPCI à fiscalité propre additionnelle, pondéré** par l'importance des **bases** de ces **EPCI**  
Dans le cas d'une **fusion** entre un **EPCI à fiscalité propre additionnelle** et un **syndicat sans fiscalité propre**, les **taux retenus** sont ceux de l'**EPCI à fiscalité propre additionnelle**,
  - [2°] soit dans les **conditions** prévues par le [II.] de l'article 1636 B *sexies*.  
Pour l'**application** de cette **disposition**, le **taux moyen pondéré** de chacune des **4 taxes** tient compte des **produits** perçus par les **EPCI** préexistants.

#### LES MODALITES DE FIXATION DU TAUX DE CFE, LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE, EN CAS D'OPTION POUR LA FPU

- Lorsque l'EPCI issu de la fusion opte pour le régime prévu à l'article 1609 *nonies C*, le **taux** de la **CFE** qu'il vote la 1<sup>ère</sup> année ne peut **pas excéder** le **taux moyen** de la **CFE** constaté l'**année précédente** dans les **communes membres, pondéré** par l'importance relative des **bases** de ces communes.

Le **taux moyen pondéré** tient compte des **produits perçus** par les **EPCI** préexistants.

#### LES MODALITES DE FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION A COMPTER DE LA 2<sup>EME</sup> ANNEE

- A compter de la 2<sup>ème</sup> année suivant celle de la fusion, les **taux** de l'EPCI issu de la fusion sont **fixés** :
  - en **application** du [I.] de l'article 1636 B *sexies* s'il relève du régime de la **fiscalité additionnelle**,
  - et en **application** du [III.] du **même article** s'il relève du régime prévu à l'article 1609 *nonies C* (*fiscalité professionnelle unique*).

#### L'APPLICATION DE DROIT DE LA FISCALITE PROFESSIONNELLE DE ZONE, EN CAS DE FUSION D'EPCI A FPZ

- DEL
- [II.] En cas de **fusion** d'EPCI soumis à l'article 1609 *quinquies C*, **réalisée** dans les **conditions** prévues par l'article L. 5211-41-3 du CGCT, l'EPCI issu de la fusion est **soumis de plein droit** au régime prévu par ces **mêmes dispositions**, **sauf délibération** du **conseil communautaire** optant pour le régime prévu à l'article 1609 *nonies C*, statuant à la **majorité simple** de ses membres, prise **au plus tard le 31 décembre** de l'année de la fusion.

Il en est de **même** en cas de **fusion** :

- d'une part, d'EPCI faisant **application** du régime prévu à l'article 1609 *quinquies C* (*fiscalité professionnelle de zone*),
- et, d'autre part, d'EPCI à **fiscalité propre additionnelle** ou **sans fiscalité propre** (*syndicats*).

#### LES MODALITES DE FIXATION DU TAUX DE CFE DE ZONE, LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE

- Pour la 1<sup>ère</sup> année suivant celle de la fusion :
  - [1°] le **taux** de la **CFE de zone**, ainsi que le **taux** de la **CFE afférent** aux **éoliennes** votés par l'EPCI issu de la fusion ne peuvent **pas excéder** le **taux moyen** de la **CFE** constaté l'**année précédente** dans les **communes membres, pondéré** par l'importance relative des **bases** de ces **communes**.

Le **taux moyen pondéré** tient compte :

- des **produits perçus** par les **EPCI** préexistants,
- et des **bases imposées** à leur profit en **application** de l'article 1609 *quinquies C*.

Toutefois, lorsque ce **taux moyen pondéré** est **inférieur** à un ou aux **taux** de la **CFE de zone**, l'EPCI issu de la **fusion** peut **décider** de **fixer** son **taux** dans la **limite** du ou des **taux** de la **CFE de zone** votés l'**année précédente** par les **EPCI** préexistants.

Il en est de **même** pour le **taux** de la **CFE afférent** aux **éoliennes**.

Le [III.1.b.] de l'article 1609 *quinquies C* est applicable à l'EPCI issu de la fusion.

Dans le cas d'EPCI **préexistants** faisant **application** du dispositif de **réduction des écarts de taux**, il est **tenu compte** du **taux effectivement appliqué** sur le territoire de la **commune** au titre de l'**année précédente**,

#### LES MODALITES DE FIXATION DU TAUX ADDITIONNEL DE CFE, LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE

- [2°] le [I.] est applicable aux **bases d'imposition** à la **CFE** autres que **celles** soumises à l'article 1609 *quinquies C*.

#### LES MODALITES DE FIXATION DES TAUX DE CFE UNIQUE, LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE, EN CAS D'OPTION POUR LA FPU

- Lorsque l'EPCI issu de la fusion opte pour le régime prévu à l'article 1609 *nonies C* (fiscalité professionnelle unique), le taux de la CFE qu'il vote la 1<sup>ère</sup> année ne peut pas excéder le taux moyen de la CFE constaté l'année précédente dans les communes membres, pondéré par l'importance relative des bases de ces communes.

Le taux moyen pondéré tient compte :

- des produits perçus par les EPCI préexistants,
- et des bases imposées à leur profit en application de l'article 1609 *quinquies C*.

#### LES MODALITES DE FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION A COMPTER DE LA 2<sup>EME</sup> ANNEE

- A compter de la 2<sup>ème</sup> année suivant celle de la fusion, les taux de l'EPCI issu de la fusion applicables aux bases d'imposition autres que celles soumises à l'article 1609 *quinquies C* sont fixés dans les conditions prévues au [I.] de l'article 1636 B *sexies*.

Pour les bases soumises à l'article 1609 *quinquies C* et dans le cas où l'EPCI relève du régime prévu à l'article 1609 *nonies C*, le taux de la CFE est fixé en application des articles 1636 B *decies* et 1609 *nonies C*.

#### L'APPLICATION DE DROIT DE LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE EN CAS DE FUSION D'EPCI (DONT UN AU MOINS LEVE LA FPU)

- [III.] En cas de fusion d'EPCI soumis à l'article 1609 *nonies C*, réalisée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3 du CGCT, l'EPCI issu de la fusion est soumis de plein droit au régime prévu par ces mêmes dispositions.

Il en est de même en cas de fusion, d'une part :

- d'EPCI soumis à l'article 1609 *nonies C*,
- et, d'autre part, d'EPCI à fiscalité propre additionnelle faisant ou non application de l'article 1609 *quinquies C* ou d'EPCI sans fiscalité propre.

#### LES MODALITES DE FIXATION DU Taux DE CFE UNIQUE, LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE

- Pour la 1<sup>ère</sup> année suivant celle de la fusion, le taux de la CFE voté par l'EPCI issu de la fusion ne peut pas excéder le taux moyen de cette taxe constaté l'année précédente dans les communes membres, pondéré par l'importance relative des bases imposées sur le territoire de ces communes.

Le taux moyen pondéré tient compte :

- des produits perçus au profit des EPCI préexistants,
- et des bases imposées à leur profit en application de l'article 1609 *nonies C* ou de l'article 1609 *quinquies C*.

Les articles 1636 B *decies* et 1609 *nonies C* s'appliquent à ce taux moyen pondéré.

#### LE RAPPROCHEMENT PROGRESSIF DES TAUX DE CFE

- Le [b.] et les 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> alinéas du [III. 1<sup>o</sup> c.] de l'article 1609 *nonies C* sont applicables à l'EPCI issu de la fusion.

Pour l'application de ces dispositions, il est tenu compte du taux constaté dans chaque zone et du taux effectivement appliqué sur le territoire de la commune au titre de l'année précédente pour les EPCI préexistants faisant application du dispositif de réduction des écarts de taux.

#### LES MODALITES DE FIXATION DU Taux DE CFE UNIQUE, A COMPTER DE LA 2<sup>EME</sup> ANNEE

- A compter de la 2<sup>ème</sup> année suivant celle de la fusion, le taux de la CFE de l'EPCI est fixé conformément aux articles 1636 B *decies* et 1609 *nonies C*.

#### LA FIXATION DU Taux DE CFE UNIQUE EN CAS DE RATTACHEMENT D'UNE COMMUNE A UN EPCI LEVANT LA FPU

[article 1638 *quater* du CGI]

#### LE RAPPROCHEMENT DU Taux DE CFE UNIQUE, EN CAS DE RATTACHEMENT VOLONTAIRE D'UNE COMMUNE

- [I.] En cas de rattachement volontaire d'une commune à un EPCI levant la fiscalité professionnelle unique ou à la suite d'une transformation dans les conditions prévues à l'article L. 5211-41-1 du CGCT, le taux de la CFE de la commune rattachée est rapproché du taux de cette taxe de l'EPCI dans les conditions fixées aux [a.] et [b.] ci-après :

- [a.] l'écart constaté entre ces deux taux, l'année au cours de laquelle le rattachement est décidé, est réduit chaque année par parts égales, jusqu'à application d'un taux unique, dans les proportions :
  - définies au second alinéa du [III.1° b.] de l'article 1609 nonies C,
  - et dépendant du rapport entre le moins élevé de ces deux taux et le plus élevé.
 Le [III. 1° c.] de l'article 1609 nonies C (modification possible la durée de la période de réduction des écarts - jusqu'à 12 ans au maximum -) est applicable.
- [b.] lorsque, en application du [III. 1°] de l'article 1609 nonies C, des taux différents du taux de l'EPCI sont appliqués dans les communes déjà membres de cet établissement, l'écart de taux visé au [I.a.] ci-dessus peut être réduit chaque année par part égales, en proportion du nombre d'années restant à courir, jusqu'à l'application d'un taux unique dans les communes déjà membres.
 

L'application de cette disposition ne peut toutefois pas avoir pour effet de supprimer cet écart dans un délai plus court que celui résultant des dispositions du [a.] ci-dessus.

**LA PRISE EN COMPTE DU TAUX DE CFE DE LA COMMUNAUTE URBAINE OU DE COMMUNES DONT LA COMMUNE ETAIT MEMBRE**

- [II.] Pour l'application des dispositions du [I.], le taux de CFE de la commune doit, lorsque celle-ci appartient également à une communauté urbaine, ou à une communauté de communes, être majoré du taux de CFE voté par ces EPCI l'année au cours de laquelle le rattachement est décidé.

**LE VOTE POSSIBLE D'UN TAUX DE CFE DANS LA LIMITE DU TAUX MOYEN PONDERE DE L'EPCI ET DE LA COMMUNE RATTACHEE**

**DEL** ▪ [II bis.1.] Toutefois, par exception aux dispositions du [I.] et pour l'année suivant celle du rattachement de la commune, l'EPCI peut, sur délibération du conseil communautaire statuant à la majorité simple de ses membres dans les conditions prévues par l'article 1639 A (avant le 31 mars), voter son taux de CFE dans la limite du taux moyen de la CFE de l'EPCI et de la commune rattachée constaté l'année précédente, pondéré par l'importance relative des bases imposées au profit de l'EPCI et de la commune.

- [II. bis. 2.] Pour l'application du [1.] :
  - [a.] lorsque la commune rattachée était membre d'un EPCI substitué à la commune pour l'application des dispositions relatives à la CFE, le taux moyen pondéré tient compte :
    - des produits perçus par cet EPCI,
    - et des bases imposées à son profit sur le territoire de la commune,
  - [b.] lorsque la commune rattachée était membre d'un EPCI sans fiscalité propre (syndicat à contribution fiscalisées) ou à fiscalité propre additionnelle, le taux moyen pondéré tient compte des produits perçus au profit de ces établissements sur le territoire de la commune,
  - [c.] les dispositions du [III. 1° b. et c.] de l'article 1609 nonies C sont applicables.

**LA PRISE EN COMPTE DU TAUX DE CFE EFFECTIVEMENT APPLIQUE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE**

- Pour l'application de ces dispositions, il est tenu compte :
  - des taux effectivement appliqués sur le territoire des communes lorsqu'un processus de réduction des écarts de taux était en cours,
  - ou, à défaut, du taux de l'EPCI qui était substitué aux communes pour l'application des dispositions de la CFE. Lorsque la commune rattachée était membre d'un EPCI sans fiscalité propre ou à fiscalité propre additionnelle, le taux de la commune est majoré du taux de l'EPCI.

**L'IMPOSSIBILITE D'APPLIQUER LA MAJORATION DE CFE, AU TAUX MAXIMUM, PENDANT LES 3 ANNEES SUIVANT CELLE AU COURS DE LAQUELLE ELLE N'A PAS ETE UTILISEE**

- [II bis .3.] Les dispositions du [IV.] de l'article 1636 B *decies* ne sont pas applicables au montant reporté au titre de l'année de rattachement et des 2 années antérieures.

**L'APPLICATION DES MEMES DISPOSITIONS DANS LES COMMUNES INCORPOREES DANS UNE ZAE**

- [III.] Les dispositions des [I.] et [II.] sont également applicables dans les communes ou parties de communes qui sont incorporées dans une zone d'activités économiques où il est fait application des dispositions du [I.] de l'article 1609 *quinquies* C.

Ces dispositions sont également applicables en cas de rattachement d'une commune sur le territoire de laquelle sont implantées des éoliennes à un EPCI faisant application du [III.] du même article.



**L'APPLICATION POSSIBLE DU TAUX DE CFE DE L'EPCI DES LA 1<sup>ERE</sup> ANNEE**

**DEL** ▪ Toutefois, le conseil municipal de la commune et l'organe délibérant de l'EPCI peuvent décider, par délibérations concordantes, que le taux de CFE appliqué dans la commune ou partie de commune incorporée dans la zone ou aux éoliennes est, dès la première année, celui fixé par l'EPCI.

**LE VOTE DES TAUX DE FISCALITE ADDITIONNELLE EN CAS DE RATTACHEMENT VOLONTAIRE OU DE TRANSFORMATION**

- [IV.] En cas de rattachement volontaire ou à la suite d'une transformation dans les conditions prévues à l'article L. 5211-41-1 du CGCT d'une commune à un EPCI à fiscalité additionnelle, l'organe délibérant vote les taux de TH, de TFB, de TFNB et de CFE dans les conditions prévues à l'article 1636 B sexies.
- [V.] Les [I.], [II.] et [III.] sont également applicables aux communes faisant l'objet d'un rattachement à une communauté urbaine ou à une communauté d'agglomération dont le périmètre est étendu en application du renouvellement de la procédure prévue aux articles L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du CGCT.

**LA PRISE EN COMPTE, DANS L'ETAT 1259, DU TAUX APPLICABLE DANS LA COMMUNE RATTACHEE**

- [VI.] Lorsqu'il fait application des dispositions des [I.], [II.] et [III.] à la suite du rattachement volontaire d'une commune à un EPCI à fiscalité propre, le produit communiqué à l'EPCI en début d'exercice par les services fiscaux et qui découle de l'état de notification des bases tient compte du taux applicable dans la commune rattachée.

**LA REDUCTION DU TAUX DE TAXE D'HABITATION D'UNE COMMUNE INTEGRANT, APRES 2011, UN EPCI LEVANT LA FPU EN 2011**

- [VII.] En cas de rattachement volontaire à un EPCI qui faisait application en 2011 de l'article 1609 nonies C (fiscalité professionnelle unique) d'une commune qui n'était pas membre en 2011 d'un tel établissement, le taux communal de taxe d'habitation est réduit de la différence entre :
  - le taux de référence de taxe d'habitation calculé pour la commune conformément à l'article 1640 C,
  - le taux communal de taxe d'habitation applicable en 2010 dans la commune.*Afin que chacun des deux taux respectifs de la commune et de l'EPCI ne soit pas majoré du taux départemental en 2011, le taux communal pris en compte lors de l'intégration de la commune, est réduit du taux départemental historique transféré. Ainsi le taux final sur le périmètre de l'EPCI n'est pas doublement majoré.*

**LES MODALITES POSSIBLES DE VOTE DU TAUX DE CFE UNIQUE EN CAS DE RETRAIT D'UNE COMMUNE**

**[article 1638 quinquies du CGI]**

- DEL** ▪ [I.] En cas de retrait d'une commune dans les conditions prévues aux articles L. 5214-26 et L. 5216-7-2 du CGCT, l'EPCI soumis aux dispositions de l'article 1609 nonies C peut, sur délibération de l'organe délibérant statuant à la majorité simple de ses membres dans les conditions prévues à l'article 1639 A, voter un taux de CFE :
- dans la limite du taux moyen de la CFE effectivement appliqué l'année précédente dans les communes membres, à l'exclusion de la commune qui s'est retirée,
  - pondéré par l'importance relative des bases imposées sur le territoire de ces communes, à l'exclusion de la commune qui s'est retirée.
- [II.] Les dispositions du [III. 1° b et c] de l'article 1609 nonies C sont applicables.

Pour l'application de ces dispositions, il est tenu compte des taux effectivement appliqués sur le territoire des communes lorsqu'un processus de réduction des écarts de taux était en cours.

**LES DATES LIMITES DE VOTE ET DE NOTIFICATION DES DELIBERATIONS RELATIVES A LA FISCALITE LOCALE  
(AUTRES QUE CELLES RELATIVES AUX TAUX)**

**[article 1639 A bis du CGI]**

**AVANT LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE (PRINCIPE GENERAL)**

- [I.] Sous réserve des dispositions de l'article 1466 doivent être prises avant le 1<sup>er</sup> octobre pour être applicables l'année suivante, les délibérations des collectivités locales et des organismes compétents relatives à la fiscalité directe locale, autres :
  - que celles fixant soit les taux, soit les produits des impositions,
  - et que celles instituant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Elles sont soumises à la notification prévue à l'article 1639 A au plus tard 15 jours après la date limite prévue pour leur adoption.

- Sont **prises**, dans les **conditions** prévues au **1<sup>er</sup> alinéa** :
  - les **délibérations** prévues au [1 2°] et au [III-2] de l'article 1379-0 *bis*,
  - ainsi que les **délibérations** fixant le **périmètre** de la **zone d'activités économiques** visée au **1<sup>er</sup> alinéa** du [III. 2°] de l'article 1379-0 *bis*.

**AVANT LE 15 OCTOBRE (TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES)**

- [II.-1.] Doivent être **prises avant le 15 octobre** d'une année pour être **applicables à compter de l'année suivante** :
  - les **délibérations** des **communes** et de leurs **EPCI** instituant la **TEOM** conformément à l'article 1520, au [VI.] de l'article 1379-0 *bis* et à l'article 1609 *quater*,
  - et les **décisions** visées au [III.] de l'article 1521 et à l'article 1522.

Elles sont **soumises** à la **notification** prévue à l'article 1639 A au plus tard **15 jours après** la **date limite** prévue pour leur **adoption**.

**AVANT LE 16 JANVIER (TEOM, EN CAS DE CREATION D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE)**

- Toutefois, les **EPCI à fiscalité propre** ne résultant **pas** d'une **substitution** ou d'une **transformation de groupement préexistant** peuvent prendre les **délibérations** afférentes à la **TEOM** conformément au [VI.] de l'article 1379-0 *bis* ainsi qu'au [III.] de l'article 1521 et à l'article 1522 jusqu'au **15 janvier** de l'année qui suit celle de leur **création**.

**A défaut**, les **délibérations** prises par les **communes** et par les **EPCI dissous** restent **applicables l'année qui suit** celle de la **création**.

Dans ce cas, le **nouvel EPCI** perçoit la **TEOM** au lieu et place des **EPCI dissous**.

**AVANT LE 16 JANVIER (TEOM, EN CAS DE TRANSFERT DE LA COMPETENCE A UN EPCI A FISCALITE PROPRE)**

- **Par exception** aux **dispositions** du **1<sup>er</sup> alinéa** du [II.1.], les **EPCI à fiscalité propre** qui bénéficient du **transfert** de la **compétence** prévu à l'article L. 2224-13 du CGCT par un **arrêté préfectoral pris postérieurement au 15 octobre** d'une année peuvent prendre, **jusqu'au 15 janvier** de l'année qui suit celle du **transfert**, la **délibération** afférente à l'**institution** de la **TEOM**, à l'**exclusion** des **délibérations** prévues aux **articles 1521 et 1522** et au [III-2] de l'article 1636 B *sexies*.

**A défaut**, les **délibérations** prises en matière de **TEOM** par les **communes** restent **applicables l'année qui suit** celle du **transfert**.

**AVANT LE 16 JANVIER (TEOM, EN CAS DE RATTACHEMENT D'UNE COMMUNE OU D'UN EPCI A UN GROUPEMENT)**

- **Par exception** aux **dispositions** du **1<sup>er</sup> alinéa** du [II. 1.], en cas de **rattachement** d'une **commune** ou d'un **EPCI** à un **groupement de communes**, **ce dernier peut, jusqu'au 15 janvier** de l'année qui suit celle du **rattachement**, prendre les **délibérations** afférentes à l'**application**, sur le **territoire** de la **commune** ou de l'**EPCI rattaché**, de l'article 1636 B *undecies*.

Toutefois, ces **délibérations** ne peuvent **pas délimiter des zones infracommunales ou supracommunales** différentes de celles **définies** sur le **territoire** de la **commune** ou de l'**EPCI** antérieurement au **rattachement**.

**A défaut de délibération**, les **zones définies** sur le **territoire** de la **commune** ou de l'**EPCI** avant le **rattachement** sont **supprimées**.

**LES CONDITIONS DE PERCEPTION DE LA TEOM PAR UNE COMMUNE OU UN EPCI**

- [II. 2.] Au **15 octobre 2005**, les **communes** ou les **EPCI** devront s'être **mis en conformité** avec la **loi** pour pouvoir **continuer à percevoir** la **TEOM** au 1<sup>er</sup> janvier 2006.

**A défaut**, ces **collectivités** perdront le **bénéfice** de la **perception** de cette **taxe**.

**AVANT LE 16 JANVIER (TEOM, EN CAS DE FUSION D'EPCI)**

- [III.] L'**EPCI** issu de la **fusion** en application de l'article L. 5211-41-3 du CGCT doit prendre les **délibérations** afférentes à la **TEOM** jusqu'au **15 janvier** de l'année qui suit celle de la **fusion**.

**LE MAINTIEN POSSIBLE, PENDANT 2 ANS MAXI, DES DELIBERATIONS PRISES EN MATIERE DE TEOM,  
POUR UN EPCI ISSU D'UNE FUSION**

- **A défaut de délibération, le régime applicable en matière de TEOM sur le territoire des EPCI ayant fait l'objet de la fusion ou sur le territoire des communes incluses dans le périmètre de l'EPCI issu de la fusion, en application du 6<sup>ème</sup> alinéa du [I.] de l'article L. 5211-41-3 du CGCT, est maintenu pour une durée qui ne peut pas excéder les 2 années suivant la fusion.**

Pour l'application de ces dispositions, l'EPCI issu de la fusion perçoit la taxe au lieu et place des EPCI ayant fait l'objet de la fusion.

- Les dispositions des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéas du [III.] sont également applicables aux syndicats mixtes issus d'une fusion en application de l'article L. 5711-2 du CGCT.

**LE DEVENIR DES DELIBERATIONS ANTERIEURES RELATIVES A LA CFE DANS UN EPCI A FPU OU A FPZ**

[article 1639 A *ter* du CGI]

**LE DEVENIR DES DELIBERATIONS PRISES PAR L'EPCI OU LES COMMUNES MEMBRES**

- [I.] Les délibérations prises en matière de CFE par un EPCI antérieurement à la date de la décision le plaçant sous le régime fiscal de l'article 1609 *nonies* C demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas rapportées ou modifiées.
- Les délibérations prises en matière de CFE par les communes membres d'un EPCI soumis aux dispositions fiscales prévues à l'article 1609 *nonies* C ne résultant pas d'une substitution ou d'une transformation de groupement préexistant sont applicables aux opérations réalisées l'année de création de l'EPCI.
- Les dispositions du 2<sup>ème</sup> alinéa (*ci-dessus*) sont également applicables aux délibérations prises en matière de CFE pour l'application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C ou du [II. 1.] de l'article 1609 *quinquies* C, par un EPCI dissous, lorsque les communes appartenant à ces EPCI deviennent membres d'un EPCI soumis aux dispositions de l'article 1609 *nonies* C ne résultant pas d'une substitution ou d'une transformation de groupement préexistant.

**L'APPLICATION DES MEMES DISPOSITIONS DANS LES ZAE OU POUR LES EOLIENNES**

- [II.] Les dispositions du [I.] sont applicables sur le territoire de la zone d'activités économiques des EPCI faisant application des dispositions du [I.] de l'article 1609 *quinquies* C.

Elles sont également applicables aux éoliennes soumises au régime prévu par le [II. 1.] du même article.

**LA POSSIBILITE DE PRENDRE DES DELIBERATIONS DIFFERENTES**

- Ces EPCI peuvent prendre, en matière de CFE, des délibérations propres :
  - à la zone d'activités économiques,
  - et aux éoliennes.

**L'OPTION POUR UN REGIME DE DELIBERATIONS DANS UN EPCI A FPU ISSU D'UN EPCI A FPZ ET A FPZ EOLIENNES**

- DEL** ▪ Les EPCI faisant application du régime prévu au [I.] de l'article 1609 *quinquies* C qui optent pour le régime prévu à l'article 1609 *nonies* C ou deviennent soumis à ce régime doivent, dans le cas où des délibérations différentes étaient appliquées hors de la zone d'activités économiques et dans la zone d'activités économiques, antérieurement à la décision les plaçant sous le régime de l'article 1609 *nonies* C, prendre une délibération précisant les délibérations applicables sur l'ensemble de leur territoire.

Cette délibération doit retenir le régime appliqué :

- soit dans la zone d'activités économiques,
- soit hors de la zone d'activités économiques.

Elle doit être prise lors de la décision de l'EPCI le plaçant sous le régime de l'article 1609 *nonies* C.

A défaut, les délibérations en vigueur hors de la zone d'activités sont applicables.

Ce dispositif est applicable dans les mêmes conditions lorsque l'EPCI faisant application du [II. 1] de l'article 1609 *quinquies* C :

- opte pour le régime prévu à l'article 1609 *nonies* C,
- ou devient soumis à ce régime.

**LE MAINTIEN DES REGIMES ISSUS DE DELIBERATIONS ANTERIEURES, JUSQU'A LEUR TERME, DANS UN EPCI A FPU OU A FPZ**

▪ **[III.] Les exonérations applicables antérieurement à la création d'un EPCI soumis aux dispositions fiscales prévues à l'article 1609 *nonies* C en exécution des délibérations des conseils des communes membres ou du groupement préexistant sont maintenues, pour la quotité et la durée initialement prévues, en proportion du taux d'imposition de la commune et du taux d'imposition du groupement l'année précédant l'application de l'article 1609 *nonies* C.**

Ces dispositions sont applicables aux EPCI faisant application du [I.] et du [II.-1.] de l'article 1609 *quinquies* C.

▪ Lorsqu'un EPCI, faisant application du régime prévu au [I.] de l'article 1609 *quinquies* C, opte pour le régime prévu à l'article 1609 *nonies* C ou devient soumis à ce régime :

- [a.] les exonérations applicables antérieurement à la modification du régime hors de la zone d'activités économiques en exécution des délibérations des conseils des communes membres ou de l'EPCI sont applicables dans les conditions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa du [III.],
- [b.] les exonérations applicables antérieurement à la modification du régime dans la zone d'activités économiques sont maintenues pour la quotité et la durée initialement prévues.

Les dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa sont maintenues lorsqu'elles étaient appliquées antérieurement à la modification du régime fiscal de l'EPCI.

▪ Les dispositions des 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> alinéas (*ci-dessus*) sont applicables dans les mêmes conditions lorsque l'EPCI fait application du [II. 1.] de l'article 1609 *quinquies* C.

**LA PRISE DE DELIBERATIONS AVANT LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE DANS UN EPCI ISSU D'UNE FUSION**

DEL

▪ **[IV.1.] Sous réserve des dispositions de l'article 1466, l'EPCI issu de la fusion, réalisée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3 du CGCT ou, lorsque le périmètre du nouvel EPCI a été fixé par arrêté du représentant de l'État, les conseils municipaux des communes membres ou l'organe délibérant du ou des EPCI doivent prendre avant le 1er octobre de l'année de la fusion les délibérations applicables à compter de l'année suivante en matière de CFE sur l'ensemble du territoire.**

**L'APPLICATION DES DELIBERATIONS ANTERIEURES EN CAS D'ABSENCE DE DELIBERATIONS NOUVELLES AVANT LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE DE L'ANNEE DE FUSION**

▪ **[IV.2.] A défaut de délibérations prises dans les conditions prévues au [IV.1.], les délibérations adoptées antérieurement par chaque EPCI préexistant :**

- [a.] sont maintenues pour leur durée et leur quotité lorsque les dispositions prévues aux articles suivants sont en cours d'application ou sont applicables pour la 1<sup>ère</sup> fois l'année suivant celle de la fusion :
  - article 1464 B (*création de certaines entreprises et reprise d'entreprises en difficulté*),
  - article 1464 (?)
  - article 1464 I (*librairies indépendantes de référence*),
  - article 1465 (*extension ou création d'activités industrielles ou spécifiques dans les zones à finalité régionale*),
  - article 1465 A (*zones de revitalisation rurale*),
  - article 1465 B (*extension ou création d'activités dans les zones d'aide à l'investissement des PME*),
  - [I.] à l'article 1466 A (*création et extension d'établissements dans les zones urbaines sensibles*),
  - article 1466 C (*extension ou création d'activités industrielles, artisanales ou commerciales en Corse*),
  - article 1466 F (*abattement de 150.000 euros sur les bases de certains établissements dans les EPCI d'Outre-mer*).

Lorsque le nouvel EPCI est soumis aux dispositions du [I.] de l'article 1609 *nonies* C, il en est de même pour les délibérations prises :

- d'une part, par les communes visées au 6<sup>ème</sup> alinéa du [I.] de l'article L. 5211-41-3 du CGCT (*inclusion de communes de nature à assurer la cohérence spatiale et économique ainsi que la solidarité financière nécessaire au développement du nouvel EPCI*),
- et, d'autre part, par les communes membres d'un EPCI préexistant à fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre ; toutefois, dans ce dernier cas, les exonérations sont maintenues en proportion du taux d'imposition de la commune et de l'EPCI l'année de la fusion,

- [b.] sont **maintenues** pour la **1<sup>ère</sup> année suivant** celle de la **fusion**, lorsqu'elles ont été prises en **application** des **articles** suivants :
  - [3<sup>ème</sup>] de l'**article 1459** (*loueurs de gîte rural ou de meublé, parties d'une habitation personnelle*),
  - **article 1464** (*caisse de crédit municipal*),
  - **article 1464 A** (*entreprises de spectacles*),
  - **article 1464 H** (*activités des établissements publics administratifs d'enseignement supérieur ou de recherche*),
  - **article 1469 A quater** (*vente d'écrits périodiques en qualité de mandataires de presse*),
  - **article 1518 A** (*réductions de la valeur locative de certains biens*),
  - **article 1647 D** (*cotisation minimum de CFE*).

Il en est **de même** pour les **délibérations** prises par les **communes** visées au **6<sup>ème</sup> alinéa** du [I.] de l'**article L. 5211-41-3** du CGCT lorsque le nouvel **EPCI** est **soumis** aux dispositions du [I.] de l'**article 1609 nonies C**.

## LES DELIBERATIONS FISCALES RELATIVES AUX IMPOTS MENAGES DANS UN EPCI ISSU D'UNE FUSION

### [article 1639 A quater du CGI]

- [I.] Abrogé.

#### LA PRISE DE DELIBERATIONS AVANT LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE DE L'ANNEE DE FUSION

- [II.-1.] L'**EPCI** issu de la **fusion** en application de l'**article L. 5211-41-3** du CGCT ou, lorsque le **périmètre** du **nouvel EPCI** a été **fixé** par **arrêté** du **représentant de l'État**, les **conseils municipaux** des **communes membres** ou l'**organe délibérant** du ou des **EPCI** doivent **prendre avant le 1er octobre** de l'**année de la fusion** les **délibérations applicables** à compter de l'**année suivante** en matière de **taxe d'habitation** et de **taxes foncières** sur l'**ensemble du territoire**.

#### L'APPLICATION DES DELIBERATIONS ANTERIEURES EN CAS D'ABSENCE DE DELIBERATIONS NOUVELLES AVANT LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE DE L'ANNEE DE FUSION

- [II. 2.] **A défaut de délibérations** dans les **conditions** prévues au [II. 1.], les **délibérations adoptées** par chaque **EPCI préexistant** sont **maintenues** dans les **conditions** suivantes :

- [a.] pour leur **durée** et leur **quotité** lorsqu'elles sont **prises en application** des **articles** suivants :
  - **article 1383** (*suppression de l'exonération, pendant 2 ans, de la TFB des constructions nouvelles*),
  - **article 1383 A** (*exonération de TFB pour les établissements créés ou repris à une entreprise en difficulté*),
  - **article 1383-0. B** (*réduction de 50 % ou exonération de TFB en faveur de logements qui ont fait l'objet de dépenses d'équipement*),
  - **article 1383 B bis** (*réduction de 50 % ou exonération de TFB en faveur de logements neufs à niveau élevé de performance énergétique globale*),
  - **article 1383 B** (*suppression de l'exonération de TFB en zone franche urbaine 1<sup>ère</sup> génération*),
  - **article 1383 C** (*suppression de l'exonération de TFB en zone franche urbaine 2<sup>ème</sup> génération*),
  - **article 1384 B** (*exonération temporaire de TFB en faveur des logements faisant l'objet d'un bail à réhabilitation*),
  - **article 1388 ter** (*abattement de 30 % applicable à TFB des logements à usage locatif faisant l'objet de travaux d'amélioration en Outre-mer*),
  - **article 1388 quinquies** (*suppression de l'abattement dégressif sur la TFB applicable dans les communes d'Outre-mer*),
  - **article 1395 A** (*exonération de TFNB des terrains plantés en noyers, des vergers, des cultures fruitières d'arbres et arbustes et des vergers*),
  - **article 1395 G** (*exonération de TFNB des parcelles exploitées selon un mode de production biologique*),
  - **article 1647-00. bis** (*dégrèvements de TFNB en faveur des jeunes agriculteurs*).

(et si les **dispositions** prévues par ces articles sont **en cours d'application** ou sont **applicables** pour la **1<sup>ère</sup> fois l'année suivant** celle de la **fusion**).

- [b.] pour la **1<sup>ère</sup> année suivant** celle de la **fusion**, lorsqu'elles sont **prises en application** des **articles** suivants :
  - **article 1382 B** (*exonération de TFB en faveur des bâtiments affectés à l'activité de déshydratation de fourrages*),
  - **article 1382 C** (*exonération de TFB en faveur des immeubles appartenant au service public hospitalier affectés aux activités médicales des groupements de coopération sanitaire*),
  - **article 1383 G** (*réduction de 15 % ou de 30 % des constructions affectées à l'habitation achevées antérieurement à la mise en place d'un plan de prévention des risques technologiques*),
  - **article 1395 C** (?),
  - **article 1396** (*majoration de 20 % de la valeur locative des terrains constructibles situés en zone urbaine*),
  - **article 1411** (*abattements sur la taxe d'habitation*),
  - **article 1518 A** (*exonération totale de TFB des installations destinées à la lutte contre la pollution des eaux et de l'atmosphère*).

**LE NOUVEAU « TICKET MODERATEUR » (PARTICIPATION DES COMMUNES ET DES EPCI  
AU PLAFONNEMENT DE LA CET A 3 % DE LA VALEUR AJOUTEE)**

[article 1647 - 0 - B septies du CGI]

- Le ticket modérateur a finalement été rétabli, à la suite d'un amendement (n° 27) déposé par le Gouvernement après la commission mixte paritaire, qui avait quant à elle maintenu sa suppression, décidée par le Sénat.
- Ce ticket modérateur avait fait l'objet des plus vives critiques, tant à l'Assemblée qu'au Sénat :
  - la commission des finances de l'AN s'était interrogée « *si l'enjeu budgétaire dérisoire du ticket modérateur (69 millions en 2015, pour environ 1,3 milliard d'euros antérieurement) ne méritait pas que le législateur en fasse l'économie* », notamment à la lecture des modalités d'application prévues « *dont la complexité confine à la perversion* »,
  - malgré la suppression de l'article correspondant par la commission, l'AN a rétabli, en vertu d'un sous-amendement présenté par le Gouvernement, le principe du ticket modérateur, en l'adaptant afin de « *limiter la refacturation du PVA au montant des dégrèvements accordés aux entreprises structurellement plafonnées en fonction de la valeur ajoutée* ». Il s'agissait en fait de ne refacturer une partie du coût du dégrèvement que lorsque l'entreprise bénéficie du plafonnement deux années de suite,
  - le Sénat avait décidé la suppression de ce ticket modérateur, compte tenu :
    - de ses implications financières marginales,
    - de la « *complexité excessive* » de l'article correspondant (voire son « *illisibilité* »),
    - de ses « *effets pervers* », dans la mesure où, par exemple, son application pouvait découler d'autres
    - facteurs que l'augmentation par la collectivité concernée de son taux de CFE.

☞ *Bien que plusieurs sénateurs aient exprimé une position favorable au maintien du ticket modérateur (« dans la mesure où l'on doit raisonner à droit constant... », « il s'agit d'une soupape de sécurité nécessaire » ou d'un « mécanisme vertueux »), le Gouvernement avait retiré le sous-amendement correspondant à son rétablissement tout en fixant un nouveau rendez-vous en commission mixte paritaire.*
- Ce rendez-vous n'a pas eu lieu en CMP (qui avait maintenu la suppression), mais après, lors du vote final de la LF 2010, par le vote d'un amendement, déposé par le Gouvernement, rétablissant le principe du ticket modérateur

**LA MISE A LA CHARGE DES COMMUNES ET DES EPCI D'UNE FRACTION DU PVA DE LA CET  
(A PARTIR DE LA 2<sup>EME</sup> ANNEE SUIVANT CELLE AU TITRE DE LAQUELLE LE DEGREVEMENT EST ACCORDE)**

- [I.] A compter de 2013, une fraction du montant du dégrèvement de la contribution économique territoriale (CET) en fonction de la valeur ajoutée (prévu à l'article 1647 B sexies) est mise à la charge des communes et des EPCI à fiscalité propre.

Cette participation est calculée la 2<sup>ème</sup> année suivant celle au titre de laquelle le dégrèvement est accordé.

**LE CALCUL DU MONTANT DE LA PARTICIPATION GLOBALE A REPARTIR ENTRE LES COMMUNES ET LES EPCI**

- [II.] La participation globale à répartir entre les communes et les EPCI à fiscalité propre est égale à la différence suivante :

montant total du dégrèvement  
accordé aux entreprises ayant bénéficié  
de celui-ci l'année précédente

-

montant total du dégrèvement accordé, au titre de 2010,  
aux entreprises ayant bénéficié, au titre de 2009,  
du dégrèvement prévu par l'article 1647 B sexies  
(dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2009)

☞ *Le calcul de la participation globale à répartir est ainsi effectué par comparaison entre le total du dégrèvement accordé aux entreprises ayant bénéficié de celui-ci l'année précédente et celui accordé en 2010 (aux entreprises ayant bénéficié au titre de 2009 de l'ancien plafonnement de la TP à 3,5 % de la valeur ajoutée).*

**LA REPARTITION DE LA PARTICIPATION GLOBALE ENTRE LES EPCI A CET UNIQUE  
ET LES COMMUNES NON MEMBRES D'UN TEL EPCI**

- [III.] La participation globale des communes et des EPCI est répartie entre :
  - les EPCI levant la fiscalité professionnelle unique,
  - et les communes non membres d'un tel EPCI.

La répartition s'effectue au prorata du produit suivant :

bases de cotisation foncière des entreprises  
(CFE) des entreprises bénéficiaires du  
dégrèvement pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive

x

écart de taux de CFE défini au [IV] ci-dessous

**LES MODALITES DE CALCUL DE L'ECART DE TAUX DE CFE ENTRE CELUI DE L'ANNEE N-2 ET CELUI DE 2010,  
POUR CHAQUE COMMUNE OU EPCI LEVANT LA FPU**

- [IV.] Pour chaque commune ou EPCI levant la fiscalité professionnelle unique (mentionné au [III] ci-dessus), l'écart de taux est égal à la différence positive suivante :

moyenne, sur le territoire de cet EPCI  
ou de cette commune :

- de la somme des taux communal et intercommunal de CFE applicables la 2<sup>ème</sup> année précédant celle pour laquelle la répartition est calculée,
- et, le cas échéant, du taux additionnel de CFE de la même année (en cas de contribution fiscalisée perçue par un syndicat).

Cette moyenne est pondérée par les bases communales de CFE.

moyenne, sur le territoire de cet EPCI  
ou de cette commune :

- de la somme des taux communal et intercommunal (CFE) de référence 2010 ([I.] de l'article 1640 C),
- et, le cas échéant, du taux additionnel de CFE de la même année, (en cas de contribution fiscalisée perçue par un syndicat).

Cette moyenne est pondérée par les bases de CFE imposées au titre de 2010.

**LES MODALITES DE CALCUL DE L'EVENTUELLE REDUCTION DE LA PARTICIPATION  
MISE A LA CHARGE DE LA COMMUNE OU DE L'EPCI**

- [V.] Pour chaque commune ou EPCI levant la fiscalité professionnelle unique, la participation mise à la charge de la commune ou de l'EPCI est réduite, si la différence suivante est positive :

1,5 %  
X  
assiette de la CVAE imposée au titre de 2010  
et afférente au territoire de la commune  
ou de l'EPCI (déterminée conformément  
au [III.] de l'article 1586 octies)

1,5 %  
X  
assiette de la CVAE afférente  
au territoire de la commune ou de l'EPCI  
(déterminée conformément  
au [III.] de l'article 1586 octies)

Le montant de la réduction de la participation mise à la charge de cette commune ou EPCI est égal à cette différence, multipliée par le rapport suivant :

<b>bases de CFE des entreprises bénéficiaires du dégrèvement pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive</b>
<b>bases de CFE imposées au profit de la commune ou de l'EPCI</b>

**LE PRELEVEMENT DU TICKET MODERATEUR SUR LES DOUZIEMES MENSUELS DE FISCALITE DIRECTE LOCALE**

- [VI.] La participation de chaque commune ou EPCI à fiscalité propre vient en diminution de ses attributions mensuelles des taxes et impositions perçues par voie de rôle.

Toutefois, s'il est inférieur à 50 euros, elle n'est pas mise à la charge de cette commune ou de cet EPCI.

**LE VERSEMENT OBLIGATOIRE, SAUF DELIBERATIONS CONTRAIRES CONCORDANTES,  
D'UNE ATTRIBUTION DE COMPENSATION, CORRESPONDANT AU TICKET MODERATEUR  
PAYE PAR LES COMMUNES MEMBRES D'UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE**

- [VII.] L'EPCI à fiscalité propre ne levant pas la FPU (ceux percevant la fiscalité additionnelle) verse à chacune des ses communes membres une attribution de compensation égale au produit suivant :

participation acquittée par la commune (« ticket modérateur »)	x	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td align="center" style="padding: 2px;">produits intercommunaux de CFE de l'année précédant celle pour laquelle la participation est calculée et afférents au territoire de la commune</td> </tr> <tr> <td align="center" style="border-top: 1px solid black; padding: 2px;">produits communaux de CFE de l'année précédant celle pour laquelle la participation est calculée et afférents au territoire de la commune</td> </tr> </table>	produits intercommunaux de CFE de l'année précédant celle pour laquelle la participation est calculée et afférents au territoire de la commune	produits communaux de CFE de l'année précédant celle pour laquelle la participation est calculée et afférents au territoire de la commune
produits intercommunaux de CFE de l'année précédant celle pour laquelle la participation est calculée et afférents au territoire de la commune				
produits communaux de CFE de l'année précédant celle pour laquelle la participation est calculée et afférents au territoire de la commune				

- DEL**
- La commune et l'EPCI peuvent, par **délibérations concordantes** :
    - **diminuer** le montant de cette **attribution de compensation**,
    - ou la **supprimer**.

Ces **attributions de compensation** constituent une **dépense obligatoire** pour l'EPCI.

**LA COMMUNICATION PAR L'EPCI, AVANT LE 15 FEVRIER DE CHAQUE ANNEE,  
DU MONTANT PREVISIONNEL DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION**

Le **Conseil de l'EPCI communique** aux **communes membres**, avant le **15 février** de chaque année, le **montant prévisionnel** de cette **attribution**.

☞ *Le mode d'information de l'EPCI sur le montant de la participation acquittée par la commune n'est pas précisé.*

**LA FIXATION PAR DECRET DES MODALITES D'APPLICATION**

- **[VIII.]** Les **modalités d'application** du présent article sont **fixées** par **décret**.

**LA FIXATION DU MONTANT DE LA PARTICIPATION AU PVA 2010 (EGALE A CELLE DE 2009)  
[article 85 (III.C.2.10<sup>ème</sup> alinéa) de la LF 2006 n° 2005-1719]**

- Au titre de l'année **2010**, par **exception** aux dispositions du **1<sup>er</sup> alinéa** du **[II.]** de l'**article 85** de la **LF 2006** et du **9<sup>ème</sup> alinéa** du **[III.C.2.]**, vient **en diminution** des **attributions mensuelles** de taxes et impositions perçues par voie de rôle un **montant égal** au **montant maximum de prélèvement** calculé au titre de **2009**.

La **collectivité territoriale** ou l'**EPCI à fiscalité propre** bénéficie le cas échéant en **2012** d'un **reversement** dont le montant est **égal** à celui du **reversement** dont elle ou il a **bénéficié** au titre de **2009**.